



La Commune



Turbulences

Editorial

Mercredi 14 juin, le groupe franco-allemand d'aéronautique et de défense (EADS), fleuron de l'industrie européenne et principal actionnaire d'Airbus, a perdu 26,32 % de sa valeur, soit 5,8 milliards d'euros, en une séance de la Bourse. Un séisme, une dégringolade de 42 % de sa valeur depuis le 1er janvier. Voilà qui remet les choses à leur véritable place dans la féroce guerre économique que se livrent les États-Unis et l'Europe. Les compagnies aériennes, victimes des retards de livraison des avions commandés, demandent des compensations financières et se tournent vers Boeing, à l'exemple de Singapore Airlines, qui, en lieu et place des Airbus 350, passe une commande de 20 Boeing B787 pour un montant de 4,5 milliards de dollars. Quant à BAE systems, l'actionnaire britannique, il a décidé de revendre les 20 % d'actions d'Airbus qu'il détenait jusqu'à ce jour. Une leçon de choses administrée à tous ceux, ils sont légions, qui tentaient de faire croire - et ils en étaient peut-être eux-mêmes persuadés - que l'industrie européenne avait soufflé la première place à l'impérialisme américain dans l'aéronautique. Au passage, l'impérialisme britannique confirme, si besoin était, qu'il reste le défenseur en Europe des intérêts américains.

Origine des " divisions "

Le feuilleton sur la fusion GDF-Suez est rentré dans une nouvelle phase ; une majorité de députés UMP, échaudés par la victoire de la jeunesse et des salariés contre le CPE et voyant se rapprocher les élections législatives, refuse l'idée de voter un projet de loi de privatisation de GDF, indispensable pour opérer cette fusion, tout en autorisant une baisse de la participation de l'État, dont le capital passerait de 80 % à moins de 70 %. De fait, cette " fronde " a pour seul et unique fondement la crainte d'un certain nombre de députés UMP de perdre leur siège aux élections législatives de 2007, et non une quelconque opposition à la privatisation d'une entreprise publique. Le combat contre le CPE, l'affaire Clearstream, autant d'événements dans la lutte des classes qui ont créé des fissures à l'intérieur de l'UMP. La discussion, dans ce théâtre d'ombres qu'est le parlement de la Ve République, promet de ne pas être une partie de plaisir pour Dominique de Villepin, qui a pourtant reçu le soutien de son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

Sécurité

Le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, minoritaire dans le pays, entend poursuivre sa besogne anti-ouvrière jusqu'aux prochaines échéances électorales. Son projet de budget 2007 est éclairant, comme le résume le quotidien Midi Libre : " *Moins de profs, plus de gendarmes et de policiers* ". Tout un programme ! Il est vrai que question " sécurité ", parmi ceux qui veulent faire " don de leur personne à la France ", il y a deux candidats de poids : Nicolas Sarkozy, actuel titulaire du ministère de l'Intérieur et des cultes, et Ségolène Royal - l'amie de Tony Blair et de Michelle Bachelet, présidente du Chili -, qui vient de se trouver une nouvelle référence en la personne de Georges Clemenceau, matraqueur de mineurs en grève et qui se qualifiait lui-même de " *premier flic de France* ".

Dans la course à la présidentielle, c'est plutôt le trop-plein. Alors que les institutions de la Ve République montrent de plus en plus leur caractère intégralement réactionnaire, il ne manque pas de candidats au rôle de sauveur suprême - le dernier en date étant José Bové - sourds aux aspirations des salariés et de la jeunesse. Pour en finir avec le chômage, la destruction de toutes les conquêtes ouvrières, un peu plus tôt, un peu plus tard, explosera tout ce qui était contenu dans le *non* à la Constitution européenne du 29 mai 2005.

Modifié le lundi 19 juin 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

« Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

« Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

Le fond de l'air

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>
